

GREG FERGUS
HULL-AYLMER

STEVEN MACKINNON
GATINEAU

TOWNHALL REPORT
ON ELECTORAL REFORM
PUBLIC CONSULTATION



HOUSE OF COMMONS
CHAMBRE DES COMMUNES
CANADA

GREG FERGUS
HULL-AYLMER

STEVEN MACKINNON
GATINEAU

RAPPORT SUR LES CONSULTATIONS
PUBLIQUES SUR LA RÉFORME
ÉLECTORALE

LES CONSULTATION(S)			
Date (s) de (s) la rencontre (s)	Heure et Durée (de quelle heure à quelle heure)	Lieu de la consultation	Total de personnes présentes (vous pouvez indiquer le nombre de bénévoles et d'employés présents)
2016-10-06	19:00-21:00	La Grande Salle, Université du Québec en Outaouais	35 participants + 5 employés
Forme : <input type="checkbox"/> Utilisation de la présentation visuelle de la Bibliothèque du Parlement <input type="checkbox"/> Présentation du bureau des députés <input type="checkbox"/> Autre (SVP, spécifier) : Discussions en petits groupes avec résumés partagés avec le groupe en entier			
LES SUJETS ABORDÉS (sommaire)			
Modes de scrutins	Changement au mode de scrutin actuel	Accessibilité et inclusion	
Vote obligatoire	Vote en ligne	Représentation locale	

QUESTIONS DE DISCUSSION
<p>Que pensent les participants du système actuel pour élire les députés au Parlement (bénéfices/défauts)? Est-ce que les participants sentent que leur vote se traduit de façon juste dans les résultats? (limite suggérée : 500 mots)</p> <p>La force la plus souvent discutée du système actuel était sa simplicité. Les participants ont semblé apprécier qu'il ne faille qu'un seul tour de scrutin et que les résultats soient normalement déterminés très rapidement après la clôture du scrutin. Le fait que le système actuel est familier et facile à comprendre par la plupart des Canadiens a également été considéré comme un point fort.</p> <p>Un autre avantage souvent noté du système était sa tendance à produire des gouvernements majoritaires. Certains participants ont apprécié la stabilité apportée par les gouvernements majoritaires générés par le système puisque les gouvernements majoritaires ont des mandats clairs et un certain temps pour atteindre ses objectifs.</p> <p>Par contre, ce ne sont pas tous les participants qui avaient le même avis en ce qui a trait aux gouvernements majoritaires. Certains ont exprimé que les majorités permettent aux gouvernements d'imposer certains projets de loi et préféraient les contrôles et la surveillance du gouvernement entraînés par les parlements minoritaires. Autres que ces différents points de vue sur la valeur des gouvernements majoritaires, de nombreux participants étaient mal à l'aise avec les gouvernements majoritaires élus par une minorité d'électeurs, un résultat commun dans le système actuel. Ce fut l'un</p>

Veillez faire parvenir au :

Comité spécial sur la réforme électorale (ERRE)
131, rue Queen Street, Ottawa, ON K1A 0A6
Tel/tél.: 613-992-3150 Fax/télécopieur: 613-947-3089 ERRE@parl.gc.ca

Date limite : Le vendredi 14 octobre 2016

des plus grands inconvénients du système selon les participants.

Bien que ses avantages aient été notés par le groupe, le système actuel n'a pas été qualifié d'équitable au cours des discussions. Les participants ont exprimé leurs frustrations face au fait qu'un vote n'a pas toujours le même poids dépendamment de la course. Le vote a été décrit par les participants comme potentiellement «inégal» et «gaspillé». Puisqu'ils craignaient de voir leur vote «gaspillé», de nombreux participants ont exprimé qu'ils ont déjà ressenti le besoin de voter stratégiquement, soit une réalité qu'ils ont décrite comme une lacune du système. De manière générale, la plupart des participants ont estimé ne pas reconnaître leur vote dans la réalité de la Chambre des communes.

Les participants ont aussi exprimé que l'impossibilité de séparer un candidat et un parti était une lacune du système. En gros, on a ressenti que les participants percevaient le système actuel comme étant un système qui augmente la partisanerie.

Quelles alternatives au système actuel ont été discutées? Est-ce que les participants ont identifié des caractéristiques spécifiques qui leur importent dans un système électoral (par exemple la représentation locale, la proportionnalité, la simplicité, la légitimité, etc.)? (limite suggérée : 500 mots)

Le vote préférentiel, le scrutin de liste, le vote unique transférable et la représentation proportionnelle mixte ont tous été abordés. Lors de ces discussions, la proportionnalité a été soulevée le plus souvent comme une priorité clé dans la conception du système électoral canadien. Le maintien ou l'augmentation de la représentation régionale et locale a également été soulevé. En général, la plupart des participants voulaient voir leur vote affecter la composition de la Chambre des communes, et de veiller à ce que la voix de leur communauté soit bien représentée. D'autres caractéristiques proposées par le groupe comprenaient la parité des sexes, des conditions qui nécessitent une plus grande coopération entre les partis politiques, et la représentation de la diversité du Canada.

Est-ce que les participants ont discuté des raisons pour lesquelles plusieurs Canadiens choisissent de ne pas s'engager dans le processus démocratique? Ont-ils suggéré des manières d'encourager la participation des électeurs? (limite suggérée : 500 mots)

Ce sujet n'a pas été directement abordé lors des discussions, mais le sentiment qu'un vote peu possiblement ne pas faire une différence était décourageant pour plusieurs. Certains participants ont également exprimé un sentiment général que les politiciens en tant que groupe ne sont pas toujours bien à l'écoute des commettants. Des idées telles que des discussions ouvertes, la démocratie directe, et des consultations ont été proposées comme moyens d'augmenter le taux de participation aux élections.

Mis à part les systèmes électoraux, de nombreux participants ont estimé que l'augmentation de l'éducation à la démocratie dans les écoles primaires et secondaires formerait des électeurs plus éclairés et des citoyens concernés. En plus des programmes d'éducation, la réduction de l'âge de vote à 16 ans a été suggérée comme moyen d'accroître la participation des nouveaux électeurs.

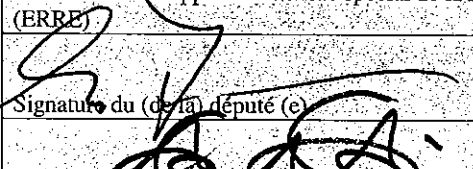
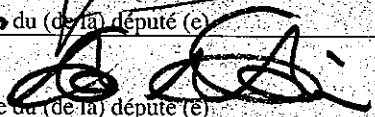
Est-ce que les participants sont d'avis que le vote devrait être obligatoire? (Cela comprend la possibilité d'annuler son vote.) (limite suggérée : 500 mots)

Le vote obligatoire a été discuté en petits groupes lors de la consultation. Parmi les participants qui ont offert leur opinion sur le vote obligatoire, environ deux tiers étaient opposés. Les participants ont exprimé certaines préoccupations face à l'influçabilité des électeurs moins informés et l'effet que cela pourrait avoir sur les résultats des élections, ainsi que la façon que l'accessibilité aux bureaux de scrutins pourrait limiter la capacité de certains citoyens de se rendre physiquement sur place pour voter. Plusieurs ont souligné que le choix de ne pas participer aux élections représente aussi un choix démocratique. Environ 10% du groupe était en faveur du vote obligatoire en soulignant

Veillez faire parvenir au :

Comité spécial sur la réforme électorale (ERRE)
131, rue Queen Street, Ottawa, ON K1A 0A6
Tel/tél.: 613-992-3150 Fax/télécopieur: 613-947-3089 ERRE@parl.gc.ca

Date limite : Le vendredi 14 octobre 2016

<p>l'augmentation du taux de participation tout en produisant des résultats plus représentatifs de la population. Les autres participants étaient soit équivoques sur la question ou voulaient plus d'informations avant de se pencher sur la question.</p>	
<p>Est-ce que les participants ont discuté la possibilité de voter en ligne? Ont-ils exprimé une volonté de conserver les procédures actuelles de vote? (c.-à-d. se présenter au bureau de vote, la confidentialité du vote, etc.) (limite suggérée : 500 mots)</p>	
<p>Le vote en ligne a été lors de la discussion sur le vote obligatoire. En principe, le vote en ligne était appuyé par environ la moitié de ceux qui ont assisté à la consultation, particulièrement parce que cela pourrait rendre le vote plus accessible et potentiellement encourager les « non-électeurs » à participer. D'autres participants ont exprimé certaines inquiétudes en ce qui a trait à la vérification de l'identité, la sécurité des résultats, et la confidentialité du vote. Une question clé dans de nombreuses discussions était de savoir si le vote en ligne remplacerait totalement le vote traditionnel en personne ou s'il s'agirait une option supplémentaire pour les électeurs.</p>	
<p>Est-ce que d'autres sujets majeurs ont été discutés par les participants? (c.-à-d. référendum, la représentation des femmes/minorités, l'accessibilité, le taux de participation, etc.) (limite suggérée : 500 mots)</p>	
<p>N/A</p>	
<p align="center">RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS ET COMMENTAIRES CLÉS DES PARTICIPANTS (limite suggérée : 1000 mots)</p>	
<p>Alors que les participants à la consultation représentaient ensemble diversifié de points de vue, plusieurs thèmes sont ressortis des discussions de la soirée. La plupart des participants n'étaient pas satisfaits avec le système actuel, et plusieurs souhaitaient un système plus proportionnel. Ce système devrait tenir compte de la diversité des régions et des Canadiens. Le groupe n'appuyait pas unanimement le vote obligatoire, mais on a remarqué un intérêt à explorer le vote en ligne. Les modifications apportées à notre système électoral devraient être accompagnées par d'autres mesures visant à accroître le lien entre les citoyens et leurs représentants.</p>	
<p>Soumission du rapport au Comité spécial de la réforme électorale (ERRE)</p>	<p>Date : 14 octobre 2016</p>
<p>Signature du (de la) député (e)</p> 	<p>Greg Fergus</p>
<p>Signature du (de la) député (e)</p> 	<p>Steven MacKinnon</p>

Les rapports doivent être soumis aux greffières du Comité au plus tard le vendredi 14 octobre 2016, dans les deux langues officielles.

Veuillez noter que ce document est à titre indicatif seulement et qu'il peut être modifié ou adapté à votre guise. Les rapports soumis seront publiés sur le site web du Comité.

Veuillez faire parvenir au :

Comité spécial sur la réforme électorale (ERRE)
131, rue Queen Street, Ottawa, ON K1A 0A6
Tel/tél.: 613-992-3150 Fax/télécopieur: 613-947-3089 ERRE@parl.gc.ca

Date limite : Le vendredi 14 octobre 2016

